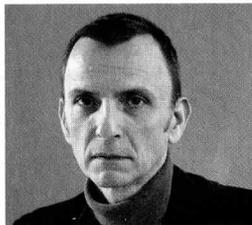


Quand la décentralisation prend corps



JEAN-MARC JOANNÈS,
rédacteur en chef

jean-marc.joannes@lagazettedescommunes.com

Fusion, mutualisation, transferts de compétences, chef de filât, établissements publics territoriaux... la réforme territoriale, peut-être «la» grande réforme du quinquennat, doit sembler effroyablement techno au citoyen lambda. Sa terminologie particulière n'y est pas pour rien. Dans ce «magma», «la

dépénalisation du stationnement» (lire notre dossier, p.34) a une vertu indéniable: elle peut rendre évidents à tous l'intérêt et les enjeux de la décentralisation en tant que mode de gouvernance. Et comme elle concerne concrètement l'ensemble des citoyens, souvent dubitatifs vis-à-vis des «politiques», il serait de bon aloi de s'en servir comme «outil pédagogique».

INGRÉDIENTS. Les ingrédients de la gestation d'une grande réforme sont réunis. D'abord, le lobbying des associations d'élus, dont les intérêts divergent; auquel s'ajoute un volet financier, sans surprise, sensible. Ajoutez un zeste d'enjeu électoral pour les élus, soucieux de ne pas alourdir les finances de leur ville... et de leurs électeurs! Une bonne pincée de questions techniques et saupoudrez le tout de considérations écologiques, rassemblées sous l'étiquette «mobilité durable». Tout y est, y compris des délais et échéances... repoussées comme il se doit. «Une petite révolution» qui montre que décentraliser, c'est d'abord (et vraiment) donner le pouvoir aux territoires.

DES ÉLUS EXPOSÉS. Si certains élus sont réticents, c'est qu'ils considèrent que la réforme du stationnement ne sera pas populaire: le Français n'aime pas payer plus, et déteste qu'on le restreigne dans son utilisation de la voiture. L'enjeu, pourtant, est sensible: la mort, ou la revitalisation, des centres-villes. C'est un sujet risqué donc, et un sujet qui expose. Peut-être plus que l'autre grande réforme prévue, elle aussi, en 2018: la «Gemapi» (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Tout aussi complexe et coûteuse, elle sera bien moins visible pour les citoyens, qui méconnaissent les principes de la gestion de l'eau. Mais cette prise de risque locale est le prix à payer pour enclencher des chantiers sans doute plus nécessaires que politiquement «porteurs».

Mais cette prise de risque locale est le prix à payer pour enclencher des chantiers sans doute plus nécessaires que politiquement «porteurs.»